



LA CGT CHARENTE-MARITIME

Proche, Solidaire, Efficace

LE 24 SEPTEMBRE

Mobilisés contre le projet PERICLES

RASSEMBLEMENT :

18h, place de l'église à Benon (17170)



Mobilisons-nous contre l'entrisme de l'extrême droite déguisé en philanthropie !

Chaque jour, nous voyons se multiplier les offensives idéologiques de la droite réactionnaire et de l'extrême droite contre nos droits, nos services publics et notre liberté d'expression. Après Trump, Musk, Orban ou Milei, voici que Pierre-Édouard Stérin importe en France leurs méthodes avec son projet PERICLES pour *Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainiste* :

- propagande réactionnaire,
- financement massif de réseaux idéologiques,
- attaques contre la recherche, l'école publique, les droits des femmes et des minorités.

Le projet PERICLES : une stratégie d'infiltration.

M. Stérin, milliardaire catholique ultra-conservateur et exilé fiscal, finance des think tanks, associations et médias d'extrême droite pour mener une « guérilla juridique » et imposer ses idées dans le débat public.

- Son plan Périclès vise à affaiblir nos institutions démocratiques en les attaquant juridiquement et en imposant ses normes morales réactionnaires.
- Dans le champ de l'éducation et de la recherche, il s'en est déjà pris au CNRS, soutenant des structures qui promeuvent une vision biaisée et autoritaire du savoir.

La "Nuit du bien commun" : vitrine caritative, fond d'extrême droite.

Cet évènement prétend récolter des dons pour "le bien commun", mais les fonds servent en réalité à financer des associations réactionnaires (anti-avortement, transphobes, liées à l'idéologie "d'écologie intégrale" chère à l'extrême droite catholique).

Ces soirées offrent aussi des avantages fiscaux aux plus riches, tout en banalisant les idées discriminatoires.

À Toulouse, ce type d'évènement a permis de tisser un réseau entre personnalités locales d'extrême droite sous couvert de philanthropie.

Pourquoi nous refusons leur entrisme :

Nous, syndicalistes, militant-es, refusons :

- l'instrumentalisation du "bien commun" à des fins idéologiques,
- le financement de discours sexistes, racistes et LGBTQIphobes,
- l'attaque contre le service public, la recherche et l'éducation,
- la mainmise des ultra-riches sur nos espaces communs.

Nous voulons un vrai bien commun : **solidaire, inclusif et émancipateur, pas une vitrine réactionnaire pour milliardaires.**